

DEMANDE DE MESURES POUR RELANCER L'ÉCONOMIE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Ma question s'adresse au ministre des Finances dont le gouvernement crucifie les Canadiens sur la croix de promesses non tenues. Aujourd'hui, la Banque du Canada a porté son taux d'intérêt à un niveau sans précédent dans notre histoire, soit 17.36 p. 100, ce qui veut dire que le taux préférentiel atteindra au moins 19 p. 100. Le 28 octobre, le ministre prévoyait une légère dépréciation du dollar canadien. D'après lui, la moyenne pour 1980 devait être légèrement supérieure à 86 U.S. et s'établir à 87 c. U.S. en 1981. Il avait prévu une hausse de l'indice des prix à la consommation de 9.7 p. 100 cette année. Or, aujourd'hui, par rapport à la moyenne de l'an dernier, le taux a atteint 11.2 p. 100. Quant au dollar canadien, il est coté à moins de 83 c. U.S. Voilà ce que valent les prévisions du ministre. En l'espace de six semaines, son budget a perdu toute crédibilité.

Voici ce que je demande au ministre. Songe-t-il à proposer des mesures susceptibles de protéger le dollar canadien et de protéger les Canadiens eux-mêmes contre ces taux d'intérêt élevés en offrant des stimulants au secteur privé pour qu'il investisse au Canada et pour enrayer la fuite des capitaux de placement dont souffre l'industrie canadienne du pétrole et du gaz à cause de la malencontreuse politique de M. Lalonde? Prendra-t-il des mesures propres à réduire le déficit de notre compte courant qui nous rend tellement vulnérables après douze ans d'économie libérale?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pense que le député n'a rien compris à la nature du problème qui se pose dans l'immédiat à la suite de la forte hausse des taux d'intérêt, combinée à la baisse du dollar canadien. Cela n'a rien à voir avec le budget, rien à voir avec la balance du compte courant, rien à voir avec la balance commerciale, car si ces facteurs entraient en jeu, le problème serait en partie réglé, mais il n'en est rien.

La situation est due à la hausse des taux d'intérêts aux États-Unis qui exerce des pressions sur les taux d'intérêt au Canada et sur la valeur de la monnaie canadienne. Je tiens à dire à l'honorable représentant que la ligne de conduite qu'il recommande ne ferait absolument rien pour régler le problème actuel. C'est une question tout à fait différente et je rejette totalement sa suggestion.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. C'est le problème immédiat que je vois; je le comprends fort bien et je constate son existence tous les jours. Je voudrais rappeler au ministre que son parti s'est plaint en 1963 du dollar de Diefenbaker qui valait 92.5c. américains, alors que nous avons droit aujourd'hui au dollar de Trudeau qui ne vaut plus que 82.5c. américains, soit 10c. de moins. Quand en reviendrons-nous au Diefendollar? Il nous paraît très satisfaisant.

Des voix: Bravo!

Questions orales

M. Crosbie: Depuis sept ans, nous avons un compte courant déficitaire et le ministre a prévu que, cette année, la balance des paiements internationaux se solderait par un déficit de 6.2 milliards. Les capitaux d'investissement fuient le Canada. C'est pourquoi notre dollar est en baisse, c'est pourquoi les taux d'intérêt augmentent et M. Bouey est d'accord là-dessus.

J'en reviens au ministre et je lui pose la question suivante: Va-t-il prendre des mesures pour renverser la vapeur en cessant de s'attaquer au secteur privé, la seule chose qui puisse nous sauver,—ce ne sera pas la nationalisation—en attirant de nouveau au Canada nos capitaux d'investissements qui s'en vont et en faisant une nouvelle déclaration économique dès janvier? Va-t-il essayer de redresser la situation avant que le désastre ne s'aggrave encore?

M. MacEachen: Madame le Président, le député lance toutes sortes de belles phrases qui n'ont rien à voir avec le problème que nous connaissons actuellement à cause des taux d'intérêt en vigueur aux États-Unis.

● (1430)

M. Crosbie: Si vous ne pouvez pas comprendre ce que nous voulons dire, vous devriez démissionner le plus vite possible.

M. MacEachen: Je répète au député que le taux préférentiel aux États-Unis est actuellement d'environ 21 p. 100.

Des voix: Et après?

M. MacEachen: Au Canada, le taux préférentiel est de 3 ou 4 p. 100 de moins. Nos marchés de capitaux sont étroitement liés à ceux des États-Unis. La situation aux États-Unis influe donc inévitablement sur le taux d'intérêt au Canada et la valeur du dollar canadien.

Une voix: Est-ce ce que vous disiez l'année dernière?

M. MacEachen: C'est de là que vient le problème. Rien de ce que peut dire le député de Saint-Jean-Ouest, qui semble atteint du cafard de décembre, ne peut y changer quoi que ce soit.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET

DEMANDE DE NOUVELLES POLITIQUES BUDGÉTAIRES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Elle s'appuie sur des faits et non pas uniquement sur des sophismes, comme le ministre des Finances préfère qualifier les critiques formulées par l'opposition. Deux faits alarmants sont ressortis aujourd'hui: d'abord, le coût de la vie est plus élevé qu'il ne l'a été depuis cinq ans et, deuxièmement, les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés de toute l'histoire du Canada.

M. Crosbie: Jamais.

Mlle MacDonald: Quel succès!